«La France face à la question islamique : les choix crédibles pour un avenir français» par Aymeric Chauprade

11/08/2014 à 23h43

Il est loin le temps où le monde arabe rêvait de développement, de modernisation, de sécularisation d'un islam sunnite toujours menaçant pour les minorités chrétiennes et chiites. Ce temps là c'était celui du nationalisme arabe, de Nasser jusqu'à Saddam Hussein en passant par Hafez el Assad. Le temps de régimes autoritaires tournés vers le développement et qui offraient aux femmes, aux chrétiens et à toutes les minorités un rempart face au fondamentalisme sunnite autant que d'inéluctables perspectives d'ouverture démocratique si l'on avait bien voulu laisser les processus internes se dérouler à leur rythme historique. C'était aussi le temps où la cause palestinienne était encore une cause nationaliste et pas encore une cause islamique. Seulement voilà, de l'eau a coulé sous les ponts et l'Autorité palestinienne comme le Fatah ont été effacés par le Hamas.



Prendre acte de la disparition du nationalisme arabe

Ce temps des nationalismes arabes est bien révolu. Rongé par la corruption de ses propres élites, dévasté volontairement par la politique américaine (ennemie des nationalismes pétroliers) autant que par l'énorme erreur stratégique d'Israël avec lequel il aurait pu s'entendre pour assurer à la fois l'existence d'un État palestinien et la sécurité de l'État juif, le nationalisme arabe a signé son acte de décès.

En septembre 2001, la collusion probable entre une partie de l'État profond américain et l'État profond saoudien (ses services de renseignement), qui fut une sorte d'aboutissement paroxystique d'une alliance monstrueuse née dans la guerre d'Afghanistan face aux Soviétiques, créa une onde sismique mondiale. Le fondamentalisme sunnite se déchaîna tandis que

les États-Unis, profitant de la « guerre contre le terrorisme » tentèrent d'opposer l'utopie d'un projet unipolaire à l'évidence du monde multipolaire.

Les partisans de la politique américaine purent successivement applaudir la guerre en Afghanistan contre des Talibans que Washington, Islamabad et Riyad avaient créés, la destruction du régime de Saddam Hussein à Bagdad, les révolutions colorées en Géorgie puis en Ukraine pour faire pièce à une Russie renaissante grâce à Vladimir Poutine, ou bien encore la politique d'isolement de Téhéran au prétexte d'une possible bombe iranienne.

Fiction occidentale, le « Printemps arabe » ne fut qu'un sombre festival qataro-saoudien. Le Qatar et ses amis « Frères musulmans » purent s'offrir les régimes Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte, Kadhafi en Libye, la terreur et le chaos en Syrie. Quant à l'Arabie Saoudite, elle emporta le deuxième acte au Caire en éliminant, grâce aux généraux égyptiens, Morsi et ses Frères musulmans mais elle disputa au Qatar l'influence sur les groupes terroristes en Syrie.

Toute cette œuvre funeste d'égorgements, de décapitations, de viols des jeunes chrétiennes ou chiites vierges, d'exécutions sommaires, de prisonniers enterrés vivants, de vidéos macabres postées sur Youtube et téléchargées des dizaines de milliers de fois dans nos banlieues, tout cela nous le devons « à nos magnifiques alliés », nos nouveaux amis du Moyen-Orient, gorgés de pétro-dollars, le Qatar et l'Arabie Saoudite.

Le bilan de Sarkozy et Hollande au Moyen-Orient : chaos islamiste et crimes contre l'Humanité

La dernière fois que nos gouvernants eurent un peu de bon sens au Moyen-Orient ce fut en 2003 quand Chirac refusa de s'associer à la guerre américaine en Irak. Certes notre

politique était alors à la remorque de l'Histoire ; certes elle s'accrochait à des régimes finissants, mais c'était une politique « du moindre mal » et ce n'était déjà pas mal. Du moins nos ambassadeurs arabisants de l'époque, avant que Sarkozy et Hollande ne remplacent ceux-ci par des humanitaires naïfs quand ils n'étaient pas des hommes d'affaires cyniques, du moins ces vrais ambassadeurs (comme celui qui m'avait accueilli en février 2003 à Bagdad pour rendre à Tarik Aziz sans doute l'une de ses dernières visites) connaissaient-ils cet Orient compliqué et anticipaient-ils les horribles carnages communautaires qui devaient inéluctablement se produire en lieu et place des vieux régimes « laïcs ».

Nous avons le résultat de cette folie sous nos yeux et ce bilan n'est pas seulement le bilan de Washington. Non ce n'est pas seulement la faute de Washington car Sarkozy et Hollande (et avec eux Juppé et Fabius) portent une très lourde responsabilité dans les génocides communautaires (les chrétiens, les Alaouites, les chiites duodécimains, les Yazidis…) en œuvre aujourd'hui en Syrie et en Irak comme ils sont directement responsables des massacres tribaux en Libye.

Défendre militairement les Chrétiens d'Irak

À mes yeux Sarkozy et Hollande se sont rendus complices, par ces choix, de crimes contre l'Humanité. C'est à tout le moins ce qui devrait les disqualifier à jamais aux yeux des Français.

Sarkozy plus qu'Hollande d'ailleurs puisque c'est l'UMP qui, finalement, aura le plus brutalement rompu avec les fondamentaux gaulliens de la politique étrangère française pour nous aligner sur les politiques américaine, qatarie et saoudienne. Mais Hollande vaut-il mieux lui qui, en 2012, voulait envoyer notre armée attaquer l'État syrien, en tentant de nous refaire le coup américain des armes de destruction

massive? Lui qui ne propose aujourd'hui comme seule aide aux Chrétiens d'Orient, face à la poussée de l'État islamique en Syrie et Irak, que l'envoi de colis alimentaires?

Nous devons aider les Chrétiens à rester chez eux, à défendre leurs villages, leurs églises, car ils étaient les premiers sur la Terre d'Orient. **Je soutiens donc sans réserve les frappes militaires américaines contre l'État islamique et j'affirme que c'est l'intérêt et l'honneur de la France que de se joindre à ces frappes.** Moi qui suis le premier à m'opposer à la folle politique des États-Unis en Ukraine, je sais aussi refuser le systématisme et dire que les Américains ont fait le bon choix en aidant le gouvernement irakien.

Mais la logique impose d'aller plus loin, d'avoir le courage d'accepter l'erreur occidentale en Syrie ce qui signifie s'allier à nouveau avec Bachar al Assad et l'aider à détruire les foyers islamistes qui gangrènent son pays.

Nous avons mené une guerre pour rien en Afghanistan dans laquelle de nombreux soldats sont morts pour la France et des milliers d'autres y ont perdu un membre, un œil, une aptitude physique ou mentale. Nos Rafales ont pilonné l'Armée régulière libyenne et nos hélicoptères lui ont infligé de lourdes pertes. Nos services spéciaux ont vendu, avec l'argent du Qatar des armes aux islamistes syriens dans le seul but de miner l'État syrien dans ses fondations. Devrions nous alors nous contenter d'envoyer quelques colis pour les Chrétiens d'Irak ?

Certes le principe de *non ingérence* est un principe essentiel auquel je tiens beaucoup. Mais je crois aussi au principe de solidarité civilisationnelle. La France reste à mes yeux la Fille aînée de l'Eglise, celle qui a secouru les Chrétiens du Liban en 1860, et ces chrétiens sont mes frères. C'est ce principe d'ailleurs qui me rend critique à l'égard du traitement injuste de De Gaulle à l'encontre des Harkis lesquels s'étaient battus pour la France. Je défends

la *reapolitik* mais jamais contre l'honneur de la France. La France est une personne, elle a un honneur, pas seulement des intérêts. C'est donc ce principe de solidarité civilisationnelle qui peut justifier exceptionnellement l'ingérence.

Il faut choisir, soit nous accueillons ces pauvres gens au motif de la préférence chrétienne qui devrait être une évidence en matière d'asile, soit nous aidons activement (solution que Louis Aliot a préconisé le premier et qui a été malhonnêtement déformée par les médias en une forme d'indifférence à l'égard des chrétiens) les Chrétiens d'Orient à rester sur une terre où leurs prières en araméen s'entendaient à l'époque du Christ, six siècles avant l'apparition de l'islam.

Telle est donc ma position, que j'assume et que j'affirme, à savoir que la France devrait s'associer aux frappes militaires américaines pour soutenir l'armée régulière chiite et les Pershmergas kurdes dans leur combat contre l'État islamique.

Casser la dynamique califale et éliminer les djihadistes citoyens français

Il y a un enjeu essentiel dans la destruction de ce califat. C'est qu'il a muté du statut de califat régional au statut de califat mondial. Son calife s'est proclamé calife mondial et il a obtenu le ralliement de plusieurs imams radicaux influents dans le monde islamique sunnite, dont un en Indonésie le plus grand pays musulman du monde. Le risque de propagation est évident et les Américains l'ont compris. Il faut impérativement écraser sous un déluge de feu ces fous qui mutilent les femmes, les vendent comme esclaves sur les marchés de Mossoul, assouvissent sur elles leurs instincts criminels et inondent le monde de leurs vidéos macabres. Vladimir Poutine a eu des mots aussi brutaux que de bon sens vis-à-vis de ces islamistes que les Russes ont combattu en

Tchétchénie (tandis que les Américains les aidaient) ou qui ont massacré des dizaines d'enfants à Beslan. « Il faut butter les terroristes jusque dans les chiottes ». Ce n'est pas très politiquement correct mais c'est le meilleur programme face à l'islamisme.

Et ce programme ne doit pas s'arrêter là. Nous savons que près de 1000 djihadistes disposant de la nationalité française sont partis combattre en Syrie et en Irak et que beaucoup ont rallié le califat islamique. Nous ne devons pas les considérer comme des égarés mais comme des ennemis qui reviendront bientôt en France, forts de leur expérience militaire, l'esprit affranchi de toute limite après les exactions commises (viols, tortures, décapitations). Nous devons les éliminer *in situ* et ce devrait être le rôle de nos services spéciaux de s'en occuper dès maintenant. Nous ne pouvons prendre le risque d'attendre qu'ils reviennent. Arrêtés et emprisonnés en France ils seront de puissants moteurs de conversion à l'islam dans les prisons et donc un facteur supplémentaire de propagation du fondamentalisme islamique dans notre pays. Il revient la responsabilité à chaque nation européenne (France, Royaume Uni…) d'éliminer ses ressortissants djihadistes avant qu'ils ne reviennent.

Affronter la corruption de la politique et de l'économie française par le Qatar et l'Arabie Saoudite

L'origine de cette catastrophe, on ne le répètera jamais assez, c'est tout simplement qu'à partir de la présidence Sarkozy la France a complètement mis sa politique arabe dans les mains du Qatar et de l'Arabie Saoudite et que sa diplomatie est devenue, de fait, la principale sous-traitante de ces deux puissances islamistes.

La Libye a été, par excellence, la guerre de sous-traitance des intérêts qataris. Le calcul occidentaliste (États-Unis et

forces européennes alignées) fut le suivant : ajouter au Qatar (2e réserve gazière du monde après la Russie) le formidable potentiel gazier de la Libye et briser ainsi (en plus du gaz de schiste américain) la dépendance de l'Union européenne au gaz russe. Voilà bien une étrange vision stratégique qui consiste, sur le long-terme, à préférer dépendre d'un gaz « fondamentaliste » plutôt que du gaz russe!

Depuis l'assassinat de Kadhafi (20 octobre 2011) cautionné par l'Occident pro-américain après la violation des promesses faites à la Russie (s'en tenir à la zone d'exclusion aérienne et ne pas aller jusqu'à la destruction du régime), le résultat de l'opération libyenne ne s'est pas trop fait attendre: début 2013 la France devait intervenir militairement au Mali pour freiner la progression fulgurante des amis du Qatar et de l'Arabie Saoudite, et au mois de juillet de cette année, l'ONU, Washington et la quasi-totalité des pays occidentaux décidaient de fermer leur représentation et d'évacuer leurs personnels.

On ne dira jamais assez combien ce chaos libyen tient d'abord de la responsabilité de Sarkozy et au moins autant de Juppé présenté pourtant comme un vieux « sage ». Dès 2011, je prédisais que le pillage des dépôts d'armes en Libye par les tribus et les milices islamistes conduirait à une situation chaotique comparable à celle de l'Irak en 2003, lorsque les Américains choisirent de détruire l'armature sunnite de l'État irakien qui allait constituer l'embryon de ce qui est aujourd'hui devenu… l'État islamique.

Comme si cela ne suffisait à leur incompétence et leur arrogance, Sarkozy et Juppé ont ajouté l'erreur syrienne à l'erreur libyenne, une fois encore inspirés (commandés?) par le Qatar et l'Arabie Saoudite. Hollande (qui aurait voulu sa guerre aussi, comme Sarkozy) n'eut alors qu'à s'enfoncer plus avant dans l'erreur de ses prédécesseurs. La France fut en pointe dans la volonté d'emmener l'Occident en guerre contre

Bachar el Assad jusqu'à se ridiculiser lorsque les États-Unis, plus pragmatiques, finirent par trouver un accord avec les Russes.

La poignée de main avec le Diable se paie toujours très cher. Cette soumission de nos choix diplomatique à Doha et Riyad est davantage qu'une faute extérieure, c'est un crime intérieur. Mais ce crime a une explication : de nombreuses personnalités clés de l'UMP et du PS ont été achetées par l'argent du Golfe ce qui explique que Sarkozy ait défiscalisé les investissements qataris et laissé le Qatar entrer au capital de plusieurs grands groupes stratégiques français. C'est aussi ce qui explique que le Qatar ait proposé à l'ancien Président français de diriger un fonds d'investissement qatari. Hollande lui-même n'a rien fait pour arrêter la politique de pénétration du Qatar ; il a simplement essayé de déplacer le curseur davantage vers l'Arabie Saoudite. Il faut dire que l'Arabie Saoudite pèse au bilan de nombre de grands groupes français (armement, construction, luxe…) et va investir 15 milliards d'euros dans le Grand Paris. Je ne ferai pas ici le catalogue à rallonge de la pénétration de l'argent saoudien et qatari dans nos industries, nos banques, nos banlieues… Voyez un Dominique de Villepin prendre aujourd'hui des accents gaulliens dans sa critique d'Israël mais qui fut un partisan acharné de l'intervention contre Kadhafi probablement parce qu'il est un avocat attitré du Qatar. N'était-ce pas lui qui, à défaut de devenir le candidat de l'UMP pour la présidentielle, tenta de devenir le porte-drapeau des jeunes musulmans de banlieues?

Pendant que nos médias font leur couverture sur les prétendus « agents russes » en France (comme si l'on avait besoin d'être payé pour défendre la bonne entente avec la Russie et pour prôner le monde multipolaire!), ils ferment les yeux sur les millions d'euros qui abreuvent les politiques de l'UMP et du PS ou les instituts de relations internationales, presque tous devenus pro-Golfe donc anti-Iran, anti-Syrie et anti-Russie,

mais favorables à l'intégration de la Turquie. Dans ce contexte on comprend mieux aussi la « pensée unique » anti-Israël qui s'installe dans ces milieux subventionnés. Israël ayant perdu la guerre de l'image (et comment la gagner face à des images d'enfants palestiniens déchiquetés?), on ne prend plus beaucoup de risque aujourd'hui à taper sur Israël sur les plateaux de télévision.

Pour le système UMPS et ses « experts » subventionnés, la double alliance avec les musulmans de France et l'argent du Golfe est une aubaine : c'est le double jackpot puisqu'ils empochent l'argent du Golfe en même temps qu'ils commencent à récolter le vote musulman.

Par conséquent ne pas se tromper d'ennemi!

Je m'adresse à ceux qui sont capables de regarder la réalité en face et donc de surmonter leurs réflexes et héritages idéologiques. L'un des grands défis de la politique tient en effet à la capacité de s'adapter à des circonstances qui changent afin de rester soi-même. Pendant la Guerre froide, j'étais anti-communiste donc anti-soviétique et favorable à l'alliance avec les États-Unis. Aujourd'hui je défends l'indépendance de la France et de l'Europe face aux États-Unis et par conséquent je regarde la Russie comme nécessaire partenaire stratégique, d'autant qu'elle défend les fondamentaux de la civilisation chrétienne. Les Rois de France ont fait des retournements d'alliance (vers l'Autriche sous Louis XV) que les opinions publiques ne comprirent pas tant l'habitude de haïr un ennemi séculaire était ancrée dans la conscience populaire.

Mes positions politiques ne sont pas et ne seront jamais déterminées par mes amitiés personnelles et je sais même qu'aujourd'hui certains de mes amis pro-palestiniens auront du mal à les comprendre. Je connais tous les pays arabes, j'ai

même été longtemps consultant pour un Royaume arabe, et je n'ai jamais été en Israël. J'ai une histoire personnelle avec le monde arabe et les positions que je prends me coûtent sur le plan affectif mais c'est le devoir de celui qui aspire à gouverner derrière Marine Le Pen de ne penser qu'à l'intérêt supérieur du pays. Car un vrai patriote français doit être capable de hiérarchiser les dangers qui menacent la France, de refuser l'idéologie et les constructions intellectuelles simplistes lui désignant un ennemi mondialiste imaginaire contre lequel il faudrait mener une révolution mondiale. Israël n'est pas l'ennemi de la France. La France n'a aujourd'hui qu'un véritable ennemi : le fondamentalisme islamique sunnite. Certes Israël est aujourd'hui encore très lié aux États-Unis mais ceux-ci commencent à s'en détourner et Israël adopte une posture multipolaire en construisant des relations fortes avec la Russie, l'Inde, la Chine.

> ***A moins donc qu'il ne soit gouverné par un antisémitisme obsessionnel, un patriote français ne peut chercher à former, contre Israël, et avec l'extrême gauche pro-palestinienne, la racaille de banlieue et les islamistes une alliance à la fois contre-nature et sans issue politique.***

Certains m'objecteront qu'Israël a tout fait pour créer cette situation qui a conduit au remplacement du nationalisme palestinien originel par le Hamas, tout ceci afin de renforcer la cohésion des Occidentaux autour de l'État juif. C'est possible (on se souvient que Cheikh Yacine fut en effet ramené en Palestine par les Israéliens pour faire contrepoids à Arafat), mais si c'est le cas, cette stratégie a réussi et, de fait, les Européens de l'Ouest se trouvent dans le même bain que les Israéliens. Par conséquent, je ne vais pas attendre que mon pays soit repeuplé par une majorité de musulmans radicalisés pour déclencher le grand soir contre un capitalisme dit apatride! Je n'ai qu'une priorité, impérieuse, c'est le peuple français, et mon combat politique ne s'articule pas autour de la lutte contre le sionisme!

Regarder en face le problème islamique en France

> *Ne nous laissons pas gouverner par des obsessions idéologiques. Regardons la réalité. L'histoire est largement le produit des dynamiques démographiques. Mon engagement politique est d'abord fondé sur la volonté de maintenir la France dans sa civilisation, la civilisation française elle-même composante de la civilisation européenne. Je défends la nation française, sa civilisation qui a 1500 ans comme je défends la civilisation européenne. La France a évidemment besoin de profondes réformes économiques, et d'une réforme morale sans doute, mais elle est, avant tout, menacée par le remplacement de sa population historique par une population en majorité africaine et musulmane. Il s'agit là d'une évidence qu'aucun déni de réalité ne saurait masquer.* ***Les Français de souche sont peu à peu remplacés et comme l'assimilation ne fonctionne que pour une partie seulement de cette nouvelle population extra-européenne (celle qui a eu la volonté de s'assimiler), la France s'expose mécaniquement à la perspective de ne plus être, d'ici une ou deux décennies, ce qu'elle a été depuis son origine c'est-à-dire une nation de souche européenne et de culture chrétienne.*** *Ce phénomène n'est pas propre à la France. D'autres pays d'Europe occidentale le connaissent et les États-Unis aussi qui voient leur population WASP (White Anglo-Saxon Protestants) en voie de minorisation.*

Or je suis certain qu'il existe une majorité des Français qui ne veulent pas voir la France perdre sa civilisation et je suis certain aussi qu'une majorité politique peut se construire avant 2017 autour de cette idée que Marine Le Pen incarne mieux que quiconque. Il n'y aucune autre solution crédible que de construire cette majorité avec ceux qui ont déjà compris le lien entre le défi islamique intérieur et le défi islamique extérieur.

De ce point de vue, le sort des minorités chrétiennes d'Orient, projection dans l'avenir de ce que pourraient vivre les Français dans une France majoritairement islamisée, comme le sort des Juifs de France de plus en plus victimes de brimades quand il ne s'agit pas de violence, devraient aider les Français à comprendre que l'unité de la France ne va plus de soi et que de grands périls pèsent sur elle.

Le nouvel antisémitisme vient d'une partie de la communauté musulmane qui associe les Juifs à la politique d'Israël. Les manifestations pro-palestiniennes récentes ont apporté la preuve évidente, d'une part que la cause palestinienne est devenue une cause islamiste, d'autre part que l'antisionisme ne cherche même plus à s'y distinguer de l'antisémitisme (on a même vu dans ces manifestations des pancartes se référant à Mohammed Merah, tueur d'enfants juifs). Bien évidemment, tout Français lucide n'est pas dupe quant au jeu symétrique du communautarisme juif, lequel a ses propres raisons de se victimiser pour soutenir la logique d'émigration vers Israël. Mais l'exagération ou l'instrumentalisation n'enlèvent rien à cette réalité implacable que les enseignants de l'Education nationale relèvent depuis des années maintenant dans les copies de beaucoup d'élèves issus de l'immigration. **Un pan entier et important de la population de nationalité française d'origine arabo-maghrébine et musulmane n'est plus seulement antisioniste, il est antisémite**.

Certains ont reproché à Marine Le Pen d'avoir défendu la Ligue de Défense Juive. Ils n'ont pas compris sa position. D'abord Marine Le Pen a toujours été du côté des libertés, cela a été vrai à l'époque de la polémique sur Dieudonné ; c'est vrai aujourd'hui à propos de la LDJ. Elle ne cautionne ni Dieudonné ni la LDJ, mais se méfie simplement de ces velléités d'interdictions qui peuvent ouvrir la voie à n'importe quelle autre interdiction sous n'importe quel autre prétexte. Lorsqu'un militant de la LDJ a poignardé un commissaire de police, l'affaire a été étouffée par la gauche et personne n'a

demandé à interdire la LDJ. Tout à coup, parce que la LDJ fait le coup de poing contre les militants pro-palestiniens (dont de nombreux casseurs), il faudrait l'interdire? La vérité c'est que la LDJ n'est que le reflet d'une posture d'auto-défense d'une communauté qui se sent de moins en moins en sécurité en France, comme d'ailleurs des millions de Français eux-mêmes agressés par la racaille. Voilà la question qu'il convient de se poser! Marine Le Pen a parlé, une fois de plus, en faveur de la liberté et de la sécurité, deux thèmes centraux de son programme politique.

A moins d'un changement politique de grande ampleur, les Français juifs peuvent donc se faire du souci sur leur avenir en France car ni l'UMP ni le PS ne constitueront pour eux un rempart. En plus d'être achetés par le Qatar et l'Arabie Saoudite, nos gouvernants de l'UMP et du PS ont fait le choix cynique du poids démographique de la clientèle électorale musulmane. C'est ce qui explique avec quelle facilité le communautarisme musulman tire ce qu'il veut (construction de mosquées cathédrales, entorses multiples à la laïcité…) des municipalités UMP et PS. C'est aussi ce qui explique la propagation d'une pensée unique « pro-palestienne » dans les médias dominants. Chez ce personnel politique lâche de l'UMPS qui a toujours obéi à celui qui parlait le plus fort, on pensait avant que « les Juifs étaient puissants » donc on fermait les yeux sur le sort des enfants palestiniens mais aujourd'hui *premièrement* on sent l'isolement croissant d'Israël, *deuxièmement* on « palpe » l'argent du Golfe et *troisièmement* on mesure l'importance de la clientèle musulmane en France, donc on peut se dire sans grand risque pro-palestinien. Mais moi je ne serai pas de ceux qui cèdent aux ficelles émotionnelles de la guerre de l'information employées hier contre l'Irak ou la Serbie pour justifier les bombardements sur Bagdad et Belgrade, et mobilisées aujourd'hui contre la Russie à propos de l'Ukraine autant que contre Israël à propos des Palestiniens. Un Français doit raison garder et il doit savoir analyser les causes et les

ressorts d'une guerre en se détachant des images horribles qu'il voit. C'est parce que l'on aspire à gouverner de manière responsable et courageuse à la fois que l'on doit savoir s'affranchir du double piège de l'immédiateté et de l'émotion.

Notre pays a accueilli des millions de musulmans. Une partie restera, une autre devra partir. Cette grande séparation entre ceux qui ont vocation à rester et ceux qui devront quitter notre terre va se nouer autour des enjeux internationaux. C'est la raison pour laquelle, plus que jamais, un programme politique de redressement national **nous doit**des choix internationaux clairs et cohérents.

Ceux des musulmans sunnites qui s'assimileront choisiront d'intégrer l'héritage d'une France chrétienne, laïque et d'accepter que leurs compatriotes Juifs puissent aimer Israël comme eux-mêmes aiment la terre de leurs ancêtres, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie. Les autres (ils sont nombreux) qui font le choix de l'Oumma plutôt que de la France, qui voilent leur femme et leurs filles, qui adoptent la barbe salafiste, ceux-là n'ont vocation ni à être ni à rester français. Le refus énergique de l'islamisation (en refusant la construction de mosquées et l'intégration des règles islamiques dans nos coutumes) autant que la réforme profonde des conditions d'accès à l'État-Providence seront les deux choix politiques forts qui créeront les conditions du retour de ceux qui n'ont pas voulu choisir d'aimer la France.

A titre personnel, je ne crois pas à l'immigration zéro. Ni pratiquement, ni moralement. Pratiquement, parce que le rayonnement de la France passe aussi par la possibilité, pour des étudiants sérieux venus du monde entier de pouvoir apprendre le Français et étudier en France. Moralement, parce que je ne vois pas au nom de quoi nous serions condamnés à accepter ceux qui nous empoisonnent la vie et refuser ceux qui peuvent apporter à la France. Je crois au contraire à l'inversion des « mauvais » flux migratoires. Et je crois que la solution passe par l'établissement du droit du sang,

l’abolition du regroupement familial, la réduction drastique de l’asile (avec une préférence civilisationnelle comme avec les chrétiens d’Irak ou les Coptes d’Égypte…) et une politique migratoire de choix (choisir ceux qui apportent à la France).

Une politique étrangère cohérente avec nos priorités intérieures

Face au défi identitaire français, les choix de politique étrangère s’avèreront donc déterminants. L’alliance avec la Russie, seule grande puissance européenne à assumer ouvertement et fermement sa civilisation chrétienne, devrait aller de soi pour tout patriote. Comme devrait l’être aussi l’entente avec le chiisme et l’ensemble des minorités du Moyen-Orient face au réveil du volcan sunnite qui essaie obsessionnellement de reconstituer l’Oumma dans un grand califat mondial appelé à s’étendre au détriment des autres civilisations. Je suis convaincu d’ailleurs que les États-Unis et Israël finiront par s’entendre avec l’Iran (y compris l’Iran puissance nucléaire comme l’est le Pakistan sunnite) comme avec l’Irak à dominante chiite. Il faut bien sûr aussi coopérer avec les monarchies sunnites modérées du monde arabe, celles qui ne financent par le djihad, comme le Maroc, les Émirats arabes unis, ou le Koweït. La guerre n’est pas contre l’islam sunnite, elle est contre l’extrémisme sunnite qui ronge une partie conséquente de l’islam sunnite et la nuance est essentielle car cette guerre doit être menée aux côtés de tous les musulmans sunnites modérés.

Vis-à-vis d’Israël, la France ne doit pas céder au piège émotionnel, mais conserver une politique équilibrée. Quand on défend un monde fondé sur la souveraineté, on défend aussi la souveraineté d’Israël et son droit à la sécurité. Il est néanmoins évident que la sécurité d’Israël ne peut découler que d’une solution juste pour les Palestiniens ce qui imposera à Israël (comme le préconisait Sharon à la fin de sa vie) de faire des concessions territoriales douloureuses en

Cisjordanie, et donc de démanteler des colonies.

L'émotion face au drame des Palestiniens est en train de gagner certains d'entre nous qui perdent le sens de la mesure et oublient les causes profondes du conflit. Un argument que l'on entend sans cesse est que tout cela est injuste parce que les Israéliens n'ont que 50 morts (militaires) tandis que les Palestiniens en déplorent 2000 (essentiellement civils). À cela je réponds par le principe de responsabilité politique. Si l'on me confiait le Ministère de la Défense français et que mon pays était agressé par des roquettes alors oui je ferai le maximum pour avoir zéro mort du côté français et pour infliger des pertes maximales à mon ennemi. Mais alors se pose la question : pourquoi les pertes palestiniennes sont-elles essentiellement civiles ? Réponse : les combattants du Hamas sortent des tunnels qu'ils ont creusés pour tirer des roquettes sur Israël à partir des immeubles où vivent leurs familles puis ils retournent s'abriter dans les tunnels. L'aviation et l'artillerie israéliennes répliquent donc sur les points d'origine des tirs de roquette, c'est-à-dire les immeubles d'habitation où se trouvent des civils que les combattants du Hamas ont choisi de ne pas protéger. Il est donc clair que le Hamas choisit sciemment de sacrifier les civils palestiniens et cela parce qu'il mène une guerre mondiale de l'information fondée sur l'image et l'émotion.

Chez un politique digne de ce nom, l'intelligence doit pourtant prendre le pas sur l'émotion, comme l'analyse doit précéder la communication et non l'inverse. Oui les images d'enfants palestiniens démembrés m'écœurent. Seulement depuis 2011 nous a-t-on montré les images d'enfants chrétiens ou alaouites syriens massacrés par les djihadistes rebelles armés par Paris, Londres et Washington ? Nous a-t-on montré les images de civils libyens carbonisés dans leurs immeubles par des frappes de l'OTAN ? Nous a-t-on montré les images de civils de Donetz pulvérisés par des tirs d'artillerie ukrainiens ?

La guerre est implacable. Les Palestiniens de Gaza ont choisi de donner le pouvoir à un mouvement, le Hamas, dont l'objectif n'est pas de construire une réelle souveraineté palestinienne à côté d'Israël, mais de détruire Israël. À partir du moment où un peuple amène au pouvoir un mouvement qui n'a d'autre objectif que de harceler son voisin militairement surpuissant, il ne peut s'attendre à autre chose que le malheur. C'est terriblement injuste pour les civils qui périssent mais les mauvais choix se paient au prix fort et nous paierons bientôt aussi les nôtres au prix fort si nous persistons dans notre angélisme et nos erreurs stratégiques.

La France est à la croisée des chemins. Elle doit à la fois redevenir un acteur de l'équilibre multipolaire en s'émancipant des États-Unis, soutenir l'émergence d'une véritable Europe-puissance indépendante des États-Unis et fondée sur le respect des nations, et affronter le défi identitaire qui la menace et qui est directement lié, qu'on le veuille ou non, à l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Cela implique d'avoir du courage non seulement sur la question américaine mais aussi sur la question de l'extrémisme sunnite qui progresse chez nous comme il gagne les pays arabes les uns après les autres. Ce courage n'est pas à attendre d'une classe politique en grande partie anesthésiée par l'argent du Qatar et de l'Arabie Saoudite. Seul un grand changement politique rendra aux Français leur identité, leur souveraineté, leur influence sur la scène mondiale, et leur honneur. Comptez sur moi pour participer à ce grand changement politique car je me battrai de toutes mes forces pour que mes enfants et petits-enfants vivent dans une France habitée par sa civilisation multiséculaire.

Aymeric Chauprade

Source